

LA LETTRE DE CLAUDE B. LEVENSON

Chers amies et amis,

Désolée de ce long silence involontaire et de vous envoyer ce courrier sous une forme inhabituellement austère. Une panne intempestive de communication m'oblige à une présentation moins sophistiquée, ce qui ne devrait influencer en rien la lisibilité du texte. Ni la détermination de poursuivre ensemble pour une cause qui nous est chère. Comme le disait naguère un poète, " Quand une cause est immortelle, faut bien que vous le soyez..."

Merci de votre compréhension et de votre patiente fidélité. Si vous souhaitez me contacter à propos de la lettre, merci de noter l'adresse ci-dessous:

To: cl.levenson@gmail.com

bien cordialement

LE TIBET, CETTE VERITE QUI DERANGE...

La nouvelle est passée quasiment inaperçue – et pour cause ! – et pourtant, elle vaut son pesant de pépite. Dans le vacarme de la propagande chinoise et la nébuleuse des contre-vérités, une voix – solitaire bien sûr – s'élève pour dire la vérité. Et il faut l'entendre : un historien chinois, de surcroît membre reconnu du comité consultatif concernant les livres d'histoire, s'ehardit à écrire « prétendre que l'ancien royaume bouddhiste (le Tibet) a toujours fait partie de la Chine serait défier l'histoire. »

Le professeur Ge Jianxiong explique dans un article de *China Review Magazine* qu'à l'époque des Tang (7^e/10^e siècles), la dynastie Tubo/Tufang régnait sur le plateau Tibet-Qinghai en tant que royaume souverain et indépendant. Son argument ? « Sinon, pourquoi l'empereur Tang aurait-il eu besoin d'offrir la princesse Wen Cheng en 'mariage d'Etat' au roi tibétain Songtsen Gampo » ? Les Tibétains ne disent pas autre chose. Poursuivant ses recherches sur l'identité historique chinoise, le spécialiste chinois arrive à la conclusion que c'est seulement à partir du 17^{ème} siècle, c'est-à-dire de la dynastie des Qing (rappelons au passage qu'il s'agissait d'une dynastie mandchoue, autrement dit étrangère, qui régna plus de trois cents ans sur l'empire du milieu) que la revendication sur le Tibet prend corps. Et jusqu'à la fondation de la République en 1912, note-t-il, le terme « Chine » s'appliquait au territoire des 18 provinces comprises dans les frontières de l'empire des Qing, à l'exclusion de la Mandchourie, de la Mongolie, du Tibet et du Xingjiang (Turkestan oriental).

Voilà qui a le mérite de la clarté, surtout venant de la part du directeur de l'Institut chinois de géographie historique et du Centre de recherches pour l'étude de la géographie historique de l'Université Fudan de Shanghai. Et le savant lettré de s'en prendre à ceux « qui cherchent à exagérer le territoire historique de la Chine ou de ses dynasties successives pour exalter le patriotisme ». Les mots sont soigneusement choisis, et le chercheur avertit : « Si la Chine souhaite réellement s'affirmer pacifiquement et s'établir sur une base solide pour affronter l'avenir, il nous faut comprendre l'ensemble de notre histoire et tirer les leçons de nos expériences. » On ne saurait mieux dire...

Ce n'est pas encore la liberté pour le Tibet, mais c'est une voix autorisée qui s'ajoute aux précédentes, celles de Wei Jingsheng d'abord, puis d'autres dissidents et démocrates en

quête de vérité historique. Autant de graines semées pour l'avenir, mais qui ne sauraient faire oublier que le temps presse pour le Tibet. Et les Tibétains, de l'intérieur comme de l'extérieur, en sont conscients. Ils n'entendent pas accepter passivement le sort des Mandchous, réduits à une minorité chez eux, comme les habitants de la Mongolie dite intérieure, par le flux continu de colons de souche han sur leur territoire ancestral. Avec à la clef une perte d'identité, la dilution des us et coutumes, l'effritement d'une tradition et la perte de la mémoire avec la disparition programmée de la langue – au nom d'une prétendue accession au monde moderne. Il n'y aurait plus aujourd'hui qu'une poignée de villageois en des lieux retirés à parler couramment le mandchou, même si une dizaine de millions de citoyens chinois se disent encore d'ascendance mandchoue.

Certes, le Tibet n'en est pas encore là, grâce notamment au dynamisme de la communauté exilée et d'un soutien 'moral' d'une partie de l'opinion internationale – mais la menace se précise et avance à grands pas avec l'entrée en service de la nouvelle ligne de chemin de fer Pékin-Lhassa. Dans son traditionnel message du 10 mars, le Dalaï-lama s'est d'ailleurs fait l'écho de cette inquiétude, rappelant les dangers que représente le transfert ininterrompu de populations allogènes vers des régions éloignées de leurs lieux d'origine. Quoi qu'en dise la propagande officielle chinoise, la voie ferrée apparaît davantage aux Tibétains comme un instrument de colonisation accélérée dans le sens le plus précis du terme qu'une aide désintéressée pour désenclaver le pays. Les Tibétains ne sont pas aveugles non plus aux enjeux stratégiques de cette intrusion brutale, pas plus qu'aux bénéfices que l'économie chinoise retire de l'exploitation des richesses naturelles. Et même des responsables indiens se sont émus des prétentions affichées par certains porte-parole chinois.

Cette année, la mobilisation de l'opinion à l'occasion du 10 mars – marquant l'anniversaire du soulèvement de Lhassa en 1959 contre la présence chinoise – a été d'une ampleur particulière à travers le monde. Des centaines de villes, grandes ou petites, cités et villages, ont fait flotter le drapeau tibétain au fronton des mairies en signe de solidarité avec la lutte non violente du peuple tibétain pour la justice et sa liberté. Des parlementaires de nombreux pays, y compris aux Etats-Unis, au Canada, au Parlement européen, en Inde, dans diverses capitales, ont rappelé aux gouvernements que le Tibet n'était pas à passer par pertes et profits au nom d'intérêts commerciaux immédiats, mais à courte vue. La perspective des JO de 2008 à Pékin ne peut que galvaniser les énergies et encourager de multiples initiatives : c'est un tournant à ne rater sous aucun prétexte.

Dans le cadre de la nouvelle donne internationale en train de se mettre en place sous nos yeux, la Chine ne peut pas faire l'économie de la question tibétaine – ce n'est pas un problème, c'est partie de la solution – pas plus que ses dirigeants actuels ne pourront ignorer encore longtemps les frustrations croissantes d'une vaste majorité de Chinois laissés-pour-compte d'un miracle économique dont ils sont exclus. Dans la foulée de la chute des empires et du mur de Berlin, même si d'autres murs s'érigent ailleurs, il n'est pas possible de refuser d'entendre la voix d'un peuple qui ne demande que justice et le respect de ses droits imprescriptibles. Car, comme le disaient si bien les auteurs d'un livre exemplaire paru il y a une dizaine d'années, « on ne bâillonne pas la lumière »...